



TERMES DE REFERENCE POUR UNE ETUDE DE REFERENCE SUR LA GOUVERNANCE LOCALE DANS LA REGION DE LABE (GUINEE)

PROJET
« Mairies Ouvertes : agir ensemble pour la démocratie locale »

Pays : Guinée

Délai pour la réception des offres : **15 janvier 2026 (17h GMT au plus tard)**

Contacts :

l.pons@ccfd-terresolidaire.org
sallybilaly@lesvillageois.org

SOMMAIRE

<u>I.</u>	<u>Contexte et justification</u>	3
<u>II.</u>	<u>Objectifs de l'étude</u>	3
<u>1)</u>	<u>Objectif général.....</u>	3
<u>2)</u>	<u>Objectifs spécifiques.....</u>	3
<u>III.</u>	<u>Zone et structure de l'étude.....</u>	4
<u>IV.</u>	<u>Méthodologie</u>	4
<u>V.</u>	<u>Livrables attendus</u>	5
<u>VI.</u>	<u>Calendrier indicatif</u>	5
<u>VII.</u>	<u>Budget indicatif.....</u>	6
<u>VIII.</u>	<u>Profil du/de la consultant.e ou cabinet.....</u>	6
<u>IX.</u>	<u>Modalités de soumission.....</u>	6
<u>X.</u>	<u>Modalités de sélection.....</u>	6
<u>XI.</u>	<u>Modalités contractuelles et paiements</u>	7

I. Contexte et justification

Le CCFD-Terre Solidaire, en partenariat avec l'Association Villageois 2.0, souhaite mettre en œuvre le projet « *Mairies Ouvertes : agir ensemble pour la démocratie locale* » dans 5 communes de la préfecture de Labé : Daralabé, Popodara, Sannou, Kaalan et Labé (commune urbaine). L'action vise à contribuer à une gouvernance locale plus ouverte, transparente et inclusive, où les citoyen.ne.s participent activement à la conception, à la mise en œuvre et au suivi des politiques publiques locales.

Le projet s'appuie ainsi sur la mobilisation et la collaboration de acteur.rices locaux, notamment :

- les organisations de la société civile (OSC) et organisations de base communautaire (OBC) ;
- les cellules de veille sur la gouvernance locale (CVGL) ;
- les médias locaux et animateur.rice.s communautaires ;
- les leaders religieux et traditionnels ;
- la diaspora ;
- les citoyen.ne.s et groupes historiquement sous-représentés (femmes, jeunes, affranchis et personnes en situation de handicap) ;
- Les élu.e.s locaux, membres des Délégations Spéciales, chefs de districts ;
- les collectivités territoriales, services déconcentrés et administrations locales.

Dans cette perspective, le CCFD-Terre Solidaire, en collaboration avec son partenaire Villageois 2.0, souhaite disposer d'un état de référence (baseline) sur la perception, les pratiques et les dynamiques de gouvernance dans les 5 communes cibles.

Cette étude de base permettra :

- d'établir la situation initiale des indicateurs clés du projet liés à la participation citoyenne, la transparence et la prise en compte du genre et de la jeunesse ;
- d'alimenter la mise en œuvre et le suivi-évaluation du projet en fournissant des données fiables et contextualisées ;
- de servir de point de comparaison pour mesurer, en fin de projet, les changements et progrès réalisés dans les communes cibles.

L'étude visera également à identifier les dynamiques locales de gouvernance et les relations entre les différents acteur.rice.s (citoyen.ne.s, élu.e.s, société civile, médias, leaders communautaires, etc.), afin de mieux comprendre les leviers et contraintes à la participation citoyenne dans une approche sensible au genre, à la jeunesse et à l'inclusion.

II. Objectifs de l'étude

1) Objectif général

Établir les valeurs de référence du projet « *Mairies Ouvertes : agir ensemble pour la démocratie locale* » afin de mesurer la perception et les pratiques de gouvernance locale, de transparence et de participation citoyenne dans les 5 communes cibles de la préfecture de Labé.

2) Objectifs spécifiques

- Mesurer la perception des citoyen.ne.s sur la transparence et la redevabilité des élu.e.s locaux

Indicateur d'impact n°1 : Pourcentage d'augmentation de la perception des citoyen.ne.s sur la

transparence et la redevabilité des élu.e.s locaux (par commune, sexe, âge, handicap).

- Évaluer la conscience citoyenne sur le pouvoir d'action individuel et collectif dans la gouvernance locale.

Indicateur d'impact n°2 : Pourcentage d'amélioration de citoyen.ne.s déclarant avoir conscience de leur pouvoir d'action dans la gouvernance locale (par commune, sexe, âge, handicap).

- Analyser la perception des femmes et des jeunes quant à la prise en compte de leurs préoccupations dans les décisions locales.

Indicateur d'impact n°3 : Pourcentage d'amélioration de femmes et de jeunes déclarant que leurs préoccupations sont mieux prises en compte dans les décisions locales (par commune, sexe, âge, handicap).

- Identifier les obstacles, leviers et dynamiques locales favorisant ou freinant la gouvernance ouverte et participative.
- Formuler des recommandations opérationnelles pour appuyer la mise en œuvre et le suivi du projet.

III. Zones de l'étude

L'étude couvrira la préfecture de Labé (Guinée), avec un focus sur les 5 communes d'intervention :

- Daralabé
- Popodara
- Sannou
- Kaalan
- Labé (commune urbaine)

L'étude intégrera une analyse différenciée selon la commune, le sexe, l'âge et le handicap afin de garantir une approche inclusive et sensible aux inégalités sociales et territoriales.

IV. Méthodologie

Villageois 2.0 partagera avec le/les consultants la documentation déjà rassemblées à son niveau, y inclus un certain nombre de contacts pour faciliter le travail d'enquête.

Il s'agira tout d'abord de proposer une définition de chaque indicateur et des sous questions qui seront abordées avec les personnes enquêtées et qui permettront de qualifier / quantifier les indicateurs notamment à partir des aspects suivants :

- la participation citoyenne ;
- la transparence de la gestion communale ;
- la redevabilité des élu.e.s ;
- la perception du rôle des femmes, des jeunes et des personnes en situation de handicap ;
- le rôle des médias et des journalistes.

Ensuite, la partie enquête adoptera une approche mixte combinant :

Approche quantitative

- Enquête de perception citoyenne dans les 5 communes (Daralabé, Popodara, Sannou, Kaalan et Labé), auprès d'un échantillon représentatif, désagrégé par :
 - commune ;
 - sexe ;
 - tranche d'âge (jeunes/adultes) ;
 - situation de handicap.

Approche qualitative

- Focus groups différenciés selon les profils :
 - Femmes (adultes) ;
 - Jeunes (femmes et hommes) ;
 - Personnes en situation de handicap (femmes et hommes) ;
 - Acteurs institutionnels et communautaires.
- Entretiens semi-directifs avec :
 - OSC et OBC locales ;
 - CVGL ;
 - Médias et animateur.rice.s communautaires ;
 - Leaders religieux et traditionnels ;
 - Élu.e.s locaux, membres des Délégations Spéciales et chefs de districts ;
 - Services déconcentrés et représentants de la diaspora.

Enfin, la partie analyse renseignera de façon qualitative et quantitative les résultats obtenus.

Processus participatif

1. Une réunion de cadrage se tiendra avec le CCFD-Terre Solidaire et Villageois 2.0 avant le déploiement sur le terrain
2. La définition des indicateurs puis les outils et guides de collecte seront validés conjointement
3. Les résultats préliminaires feront l'objet d'une restitution participative en visio, réunissant Villageois 2.0 et le CCFD-Terre Solidaire pour validation et enrichissement avant la version finale du rapport

V. Livrables attendus

- Note méthodologique et plan de travail détaillé (avec définitions des indicateurs, outils et échantillonnage)
- Base de données anonymisée (Excel)
- Rapport provisoire, composé d'une analyse par zone et a minima d'une partie "Résumé"
- Atelier de restitution en visio
- Rapport final intégrant les observations du CCFD et de Villageois 2.0

VI. Calendrier indicatif

Etape	Date
Publication de l'appel d'offres	22 décembre 2025
Réception des offres	15 janvier 2026 (23h 59 GMT au plus tard)
Sélection	26 janvier 2026

Réunion de cadrage	30 janvier 2026
Contractualisation	2 février 2026
Collecte de données	6 février 2026 au 5 mars 2026
Rapport provisoire	13 mars 2026
Restitution et rapport final validé	20 mars 2026

VII. Budget indicatif

L'enveloppe budgétaire disponible pour la réalisation de cette étude est de maximum 51 020 408 GNF (équivalent à 5 000 euros) TTC (couvrant tous les frais liés à l'étude, frais de terrain, logistique, restitution, taxes éventuelles, per diem, etc.).

VIII. Profil du/de la consultant.e ou cabinet

Le/la consultant.e / le cabinet devra réunir les compétences suivantes :

- Diplôme de niveau Master en sciences sociales, gouvernance, développement local, ou équivalent
- Minimum 5 ans d'expérience dans la conduite d'études, diagnostics participatifs ou évaluations de projets de gouvernance
- Expérience avérée sur des thématiques de gouvernance locale, participation citoyenne, genre et jeunesse
- Capacité démontrée d'analyse et de rédaction de rapports de qualité
- Connaissance obligatoire du contexte guinéen obligatoire et souhaitée de la région de Labé
- Maîtrise obligatoire du français et du pular

IX. Modalités de soumission

Le dossier de candidature devra comprendre :

1. Une note de compréhension et de méthodologie proposée (5 pages max), reprenant par exemples :
Reformulation du service demandé et points d'attentions
Compréhension des indicateurs et propositions de définitions et mesures
Détail de la méthodologie
Valeur ajoutée du consultant et de la proposition
2. Un chronogramme détaillé
3. Un budget détaillé en GNF TTC
4. Les CVs des membres de l'équipe
5. 3 références professionnelles récentes pour des travaux similaires

Les dossiers devront être envoyés par courriel à : l.pons@ccfd-terresolidaire.org;
sallybilaly@lesvillageois.org

Objet du mail : « Offre – Étude de référence gouvernance locale Labé »

Les offres reçues après la date limite du 15 janvier 2026 17h GMT seront irrecevables.

X. Modalités de sélection

La sélection se fera selon la grille d'évaluation annexée aux présents termes de référence (Annexe 1) :

1. Évaluation technique (70 %) : compréhension, méthodologie, expérience, profil ;
2. Évaluation financière (30 %) : budget et rapport qualité/prix.

Villageois 2.0 se réserve le droit de ne pas donner suite à cet appel si aucune offre ne répond aux attentes.

XI. Modalités contractuelles et paiements

Le contrat sera signé entre le/la consultant.e / le cabinet retenu et le CCFD-Terre Solidaire.
Les paiements seront effectués selon les tranches suivantes :

- 30 % à la signature du contrat et validation de la note méthodologique ;
- 40 % après la remise du rapport provisoire ;
- 30 % à la validation du rapport final.

ANNEXE 1 : Grille d'évaluation des offres

1. Principes généraux

L'évaluation des offres se fera en deux étapes successives :

1. Une évaluation technique des propositions reçues ;
2. Une évaluation financière, uniquement pour les offres ayant atteint le score technique minimum requis.

Toute offre :

- reçue hors délai,
- incomplète,
- ou ne respectant pas les exigences des présents Termes de Référence, sera déclarée irrecevable.

2. Évaluation technique (70 points)

Seules les offres ayant obtenu une note technique minimale de 50 points sur 70 seront retenues pour l'évaluation financière.

2.1 Compréhension des TdR et du contexte (15 points)

Critères d'évaluation	Points maximum
Compréhension des objectifs de l'étude de référence (baseline)	5
Compréhension des enjeux de gouvernance locale dans la région de Labé	5
Prise en compte des acteurs clés (OSC/OBC, CVGL, médias, élus·e·s locaux·ales, services déconcentrés, etc.)	5
Sous-total	15

2.2 Qualité de la méthodologie proposée (30 points)

Critères d'évaluation	Points maximum
Cohérence globale de l'approche méthodologique (quantitative et qualitative)	8
Pertinence de l'échantillonnage (communes, sexe, âge, handicap)	7
Qualité et pertinence des outils de collecte proposés	5
Intégration transversale du genre, de la jeunesse et de l'inclusion	5
Prise en compte explicite des indicateurs clés du projet	5
Sous-total	30

2.3 Organisation, plan de travail et calendrier (10 points)

Critères d'évaluation	Points maximum
Clarté et cohérence du chronogramme	5

Critères d'évaluation	Points maximum
Faisabilité du calendrier proposé (février – mars 2026)	5
Sous-total	10

2.4 Expérience et compétences de l'équipe (15 points)

Critères d'évaluation	Points maximum
Expérience générale (minimum 5 ans) dans des études similaires	5
Expériences spécifiques en gouvernance locale et participation citoyenne	5
Expérience en intégration du genre et de la jeunesse	3
Capacités analytiques et rédactionnelles démontrées	2
Sous-total	15

3. Évaluation financière (30 points)

L'évaluation financière portera uniquement sur les offres techniquelement qualifiées.

- L'offre financière la moins-disante conforme recevra la note maximale de 30 points.
- Les autres offres seront notées selon la formule suivante :

$$\text{Note financière} = \left(\frac{\text{Montant de l'offre la moins chère}}{\text{Montant de l'offre évaluée}} \right) \times 30$$

4. Note finale et attribution du marché

La note finale sera calculée comme suit :

Composante	Pondération
Note technique	70 %
Note financière	30 %
Note globale	100 %

Le marché sera attribué au soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note globale, sous réserve de validation finale par Villageois 2.0.

5. Dispositions finales

Villageois 2.0 se réserve le droit de :

- demander des clarifications aux soumissionnaires,
- négocier certains aspects techniques ou financiers,
- ne pas attribuer le marché si aucune offre ne répond de manière satisfaisante aux exigences des présents Termes de Référence.